



AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT

Appui à la Gestion des
Connaissances (AGC)
Direction de la Stratégie
Département de la Recherche
5, rue Roland Barthes
75012 Paris / France
www.afd.fr

kaléidoscope

Dans ce numéro

DÉFIS MONDIAUX : Questions agricoles mondiales

- Les nouveaux équilibres agroalimentaires mondiaux
- Comment gérer l'instabilité des prix alimentaires dans les pays en développement ?
- Une nouvelle crise alimentaire en 2011 ?

GÉOGRAPHIES : Outre-mer

- Outre-mer : dynamiser la concurrence au service de tous
- Mayotte devient le 101^{ème} département français le 31 mars 2011
- Développement durable, gouvernance et insularité : le cas de la réserve naturelle marine de La Réunion

DÉBATS SUR L'AIDE

- *The Aid Trap: Hard Truths About Ending Poverty*
- Rapport 2010 sur les pays les moins avancés. Vers une nouvelle architecture internationale du développement pour les PMA
- Crise globale et émergence. Vers un nouveau modèle de développement ?

A NE PAS MANQUER

- Agrocarburants : impacts au sud ?
- Le pétrole, un enjeu international
- 407 villes émergentes contribueront à 37 % de la croissance mondiale d'ici à 2025, selon le McKinsey Global Institute

Agenda

6^{ème} Conférence internationale consacrée aux TIC «e-Learning Africa»

Dar es Salaam, du 25 au 27 mai 2011

La conférence annuelle en matière de TIC (Technologies de l'Information et de la Communication) se déroulera cette année en Tanzanie. Un accent particulier sera mis sur l'accessibilité, la durabilité et l'intégration des TIC dans la pédagogie, l'apprentissage, la vie et les opportunités d'emploi pour les jeunes africains. Les sujets varieront du club de livres numériques en Ouganda, au conte multimédia en Tanzanie en passant par le *e-Business* des femmes au Nigéria et la gouvernance des écoles en Afrique francophone. L'apprentissage, *via* les mobiles dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'agriculture, sera également au programme.

► **4-6 mai 2011** : Forum économique mondial sur l'Afrique 2011, OCDE, Le Cap, Afrique du Sud

► **5-7 mai 2011** : *Global Summit of Women « The Davos for Women »*, *Global Women*, Istanbul, Turquie

► **9-13 mai 2011** : 4^{ème} Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (PMA), Nations Unies, Istanbul, Turquie

► **12-13 mai 2011** : Réunion régionale pour l'Amérique Latine et les Caraïbes de l'Examen ministériel annuel du Conseil économique et social des Nations-Unies : « Les défis clés de l'éducation en Amérique Latine et aux Caraïbes », Nations-Unies, Buenos Aires, Argentine

► **16-24 mai 2011** : 6^{ème} Assemblée mondiale de la santé, OMS, Genève, Suisse

► **18-20 mai 2011** : Réunion du Groupe international des bailleurs de fonds, Europaid, Bruxelles, Belgique

► **19-21 mai 2011** : Congrès international : changements climatiques, agriculture, alimentation, pêche et écosystèmes, NRCS, GTZ, Agadir, Maroc

► **21 mai 2011** : Journée mondiale de la diversité culturelle pour le dialogue et le développement, UNESCO, Paris, France

► **23-27 mai 2011** : Forum du 50^{ème} anniversaire de l'OCDE, Paris, France

► **25 mai 2011** : Célébration de la journée de l'Afrique, UNESCO, Paris, France

► **26-27 mai 2011** : Sommet du G8, Deauville, France

Défis mondiaux

Questions agricoles mondiales

L'ouvrage

Les nouveaux équilibres agroalimentaires mondiaux

JACQUET, P. / LORENZI, J.-H., PUF, 2011, 125 p.

Cote A1.201

Depuis bientôt trois ans, les problèmes alimentaires mondiaux amènent à remettre en question les processus actuels de production et de distribution à l'échelle mondiale. Des millions d'hectares de terres arables passent dans des mains nouvelles, des émeutes de la faim éclatent à de nombreux endroits dans le monde, des affrontements idéologiques opposent toujours les tenants d'une globalisation définitive des marchés agroalimentaires à ceux qui considèrent que la mondialisation est synonyme de disparition des cultures vivrières. Cet ouvrage fournit un ensemble d'informations et de réflexions pour éclairer ces différentes problématiques : marchés agricoles et agroalimentaires, instabilité agricole et réponses à y apporter, rôle de la finance et du progrès technique, place de l'agriculture dans le développement, rôle et évolution des politiques agricoles, notamment la Politique agricole commune.

Le rapport Web

Comment gérer l'instabilité des prix alimentaires dans les pays en développement ?

GALTIER, F., 2009, 29 p.

http://www1.montpellier.inra.fr/bartoli/moisa/bartoli/download/moisa2009_pdf/WP_4_2009.pdf

La crise alimentaire de 2007/2008 et les émeutes urbaines qu'elle a engendrées dans une quarantaine de PED ont conduit à mettre la question de l'instabilité des prix alimentaires au cœur des débats. L'article rappelle que, depuis les années 80, l'idée domine que la meilleure option consiste à gérer les risques sans « toucher aux prix » grâce à des instruments privés (assurance récolte, marchés à terme...) complétés par des filets de sécurité pour les populations vulnérables. En effet, la stabilisation des prix agricoles est considérée comme non souhaitable car d'une part elle empêche les prix de jouer leur rôle de

signal guidant les comportements de production et d'échange et d'autre part, en déconnectant l'évolution des prix de celle de la production, elle empêche les producteurs de bénéficier de « l'assurance naturelle » procurée par la corrélation négative entre prix et niveau des récoltes. Cependant, cette stratégie a mal supporté l'épreuve des faits : le développement des instruments privés de gestion des risques ne s'est pas produit et les filets de sécurité ne sont pas parvenus à enrayer la dégradation de la situation nutritionnelle des ménages vulnérables. L'article montre que les arguments à l'encontre de la stabilisation des prix ne tiennent pas si on prend en compte la diversité des causes de l'instabilité des prix. Il propose en outre une typologie des causes de l'instabilité.

L'article

Une nouvelle crise alimentaire en 2011 ?

GRUPE INTERMINISTÉRIEL SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE (FRANCE), 2011, 7 p.

http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf_GISA_Note_crise_alimentaire_24fev2011.pdf

Le Groupement interministériel sur la sécurité alimentaire (GISA) est une « task force » ayant été créée suite aux émeutes de la faim en 2008. Il rassemble des représentants des ministères mais aussi des ONG. Cette courte note propose une synthèse sur les risques liés à la flambée des prix alimentaires actuelle. La hausse des prix est préoccupante mais les fondamentaux du marché ne sont pas encore aussi alarmants, de sorte que la spéculation est suspectée de jouer un rôle important dans cette hausse. Si la situation diffère de celle de 2008, les populations et les pays en situation d'insécurité alimentaire persistante restent toutefois extrêmement vulnérables. La priorité donnée par la présidence française du G20 à la lutte contre la volatilité des prix est plus que jamais d'actualité.

Géographies

Outre-mer

L'ouvrage

Outre-mer : dynamiser la concurrence au service de tous

AUTORITE DE LA CONCURRENCE, DOCUMENTATION FRANÇAISE, 2011, 159 p.

Cote ZDT.024

Les territoires d'outre-mer ont particulièrement souffert de la crise économique récente. L'Autorité de la concurrence se propose, ici, d'élucider les problèmes qui grippent la chaîne de formation des prix en cherchant des solutions pérennes. Car derrière les écarts importants des prix à la consommation par rapport à la métropole, le véritable problème qui semble se poser dans les DOM est lié à un déficit de concurrence. Aux côtés des barrières géographiques et réglementaires, à l'entrée, les dérives monopolistiques et oligopolistiques des DOM se cristallisent sur trois secteurs : grande distribution, carburants et télécoms. Huit décisions et quatre avis, tous rendus entre 2008 et 2010, présentés dans cet ouvrage, illustrent la richesse et la variété des interventions de l'Autorité sur ces sujets. Retour sur deux années d'analyse et de mesures destinées à restaurer le jeu concurrentiel au profit des consommateurs. Les annexes comportent, notamment, un tableau synthétique des décisions et des avis.

Le rapport web

Mayotte devient le 101^{ème} département français le 31 mars 2011

MINISTERE DE L'OUTRE MER (FRANCE), 2011, 37 p.
<http://www.outre-mer.gouv.fr/IMG/pdf/DPMayotte-12.pdf?>

Française depuis 1841, Mayotte n'a, depuis, cessé d'affirmer son attachement à la République française. De collectivité d'Outre-mer, Mayotte, devient officiellement le 101^{ème} département français. Cette transformation sera progressive afin de favoriser un développement économique et social équilibré.

Le 29 mars 2009, 95,2 % des Mahorais se disaient favorables à la création d'un département/région relevant de l'article 73 de la Constitution. Leur souhait est devenu réalité. Avec l'élection du Président du conseil général de Mayotte, « l'île au lagon » devient officiellement le 101^{ème} département français et le 5^{ème} département d'Outre-mer.

L'article

Développement durable, gouvernance et insularité : le cas de la réserve naturelle marine de la Réunion

BRIAL, F., REVUE FRANCAISE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE, N° 134, 2010, 395-411 p.

La contribution des « aires marines protégées » (AMP) est essentielle à la conservation des écosystèmes mondiaux et au développement socio-économique notamment en milieu insulaire. L'omniprésence de l'environnement marin, l'exigence de sa qualité et l'urgence de limiter les dégradations causées par la croissance démographique font des projets de conservation de la biodiversité marine des enjeux primordiaux pour le développement durable des îles. À l'île de la Réunion, la réserve naturelle marine en fournit un exemple particulièrement pertinent. Mais comment la réserve concilie-t-elle gouvernance et développement durable ?

Débats sur l'aide

L'ouvrage

The Aid Trap: Hard Truths About Ending Poverty

HUBBARD, R.-G. / DUGGAN, W.,

COLUMBIA UNIVERSITY PRESS, 2009, 212 p.

Cote R3.229

Au cours des vingt dernières années, un nombre de personnes sont sorties de la pauvreté en Chine et en Inde comme nulle part ailleurs. Ce résultat s'explique par un processus de développement du secteur tertiaire comme cela a été le cas dans les pays riches. Dans la plupart des pays africains ou dans d'autres régions où ce secteur est faible, l'aide étrangère continue de soutenir financièrement les Etats et les ONG, alors qu'elle devrait aller, en priorité, au secteur privé pour favoriser l'émergence d'une classe moyenne. Ce serait la meilleure façon de faire reculer la pauvreté dans ces pays. Pour favoriser le développement local, une aide plus judicieuse et une combinaison audacieuse de l'éthique et des « bonnes » affaires devraient permettre d'éviter le piège de la « déperdition » des énergies. R. Glenn Hubbard et William Duggan, deux spécialistes du monde des affaires et de la finance, tentent de démontrer que le fait de consacrer une part importante de l'aide au monde des affaires, dans les pays pauvres, permettrait à leurs citoyens de prendre en charge le développement local en devenant les promoteurs.

Le rapport web

Rapport 2010 sur les pays les moins avancés. Vers une nouvelle architecture internationale du développement pour les PMA

CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT, 2010, 52 p.

http://www.unctad.org/fr/docs/ldc2010overview_fr.pdf

Pour accélérer le développement et la réduction de la pauvreté dans les PMA, il faut non seulement améliorer les mécanismes internationaux d'appui qui leur sont spécialement destinés, mais aussi mettre en place une nouvelle architecture internationale du développement pour ces pays. Le rapport propose de fonder cette architecture sur cinq éléments, à savoir : les ressources

financières, le commerce, les produits de base, la technologie, ainsi que l'adaptation aux changements climatiques et leur atténuation. Actuellement, l'aide aux PMA est essentiellement axée sur le commerce. Ce rapport milite en faveur de formes nouvelles et supplémentaires d'assistance financière destinées à favoriser la mobilisation des ressources intérieures et l'apparition d'une dynamique entre le profit et l'investissement associant le secteur privé.

L'article

Crise globale et émergence : vers un nouveau modèle de développement ?

BEN HAMMOUDA, H. / SADNI JALLAB, M. / SANDRETTO, R., MONDES EN DEVELOPPEMENT, 2010, n° 150, 49-51 p.

Depuis le début des années 1980, un modèle de développement a globalement prévalu dans le monde entier. Il s'agit d'un modèle où la croissance est tirée par les exportations. Il a prévalu avec le consensus de Washington et il est venu mettre fin aux stratégies de croissance tirées par le marché intérieur qu'on appelait dans le temps les modèles d'import-substitution. Plusieurs raisons sont à l'origine de la faillite du modèle de développement tiré par le marché intérieur et de l'avènement de celui tiré par les exportations. Il y a d'abord les raisons d'ordre économique, qui sont liées à l'incapacité des modèles de croissance des années soixante et soixante-dix à doter les pays en développement de structures économiques compétitives et l'accumulation des déficits internes et externes qui ont été à l'origine de l'éclatement de la crise de la dette au début des années 1980. Parallèlement, il ne faut pas minimiser les raisons d'ordre politique et idéologique et particulièrement l'influence des idées néo-libérales qui avaient le vent en poupe dès la fin des années 1970 et qui appelaient les pays en développement à rompre avec les idées du développement endogène.

A ne pas manquer

L'ouvrage

Agrocarburants : impacts au sud ?

ALTERNATIVES SUD, N° 18, SYLLEPSE, 2011, 201 p.

Cote N2.067

Longtemps considérée comme une panacée face aux changements climatiques, la production d'agrocarburants pose problème. En particulier en Asie, en Amérique latine et en Afrique, où elle prend le plus souvent la forme de vastes monocultures – de canne, de palme, de soja, ... – aux mains de l'agro-industrie. Les impacts fonciers, sociaux et environnementaux observés au Sud tendent à aggraver les déséquilibres, quand ils ne mettent pas en péril l'alimentation même des populations locales, par le changement d'affectation des terres. Déforestation, appropriation privative des ressources, accaparement des propriétés agraires, concentration des bénéfices, pollution des sols et de l'eau, appauvrissement de la biodiversité, exploitation de mains-d'œuvre vulnérables, déplacement de populations, violation de droits humains... les ressorts et les « externalités » de la dynamique sont multiples et à géométrie variable.

Le rapport web

Le pétrole, un enjeu international

LA DOCUMENTATION FRANCAISE, 2011,

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/petrole/index.shtml>

Les enjeux liés au pétrole sont à la fois économiques, financiers et géostratégiques. En un siècle, le développement économique s'est accompagné d'une dépendance croissante à l'égard du pétrole, qui occupe toujours la première place pour la consommation mondiale d'énergie. Ressource stratégique devenue extrêmement lucrative, le pétrole attise les convoitises. La volonté de s'approprier ou de contrôler les réserves pétrolières a été le facteur déclenchant de nombreux conflits interétatiques. Les ressources disponibles se trouvant pour l'essentiel au Moyen-Orient, en Afrique, en

Asie centrale et en Amérique latine, cela complique encore un peu plus les nombreux conflits et les instabilités politiques chroniques qui caractérisent ces régions. Depuis quelques années, la demande croissante de brut par les pays émergents, Chine et Inde en tête, pousse les cours à la hausse. Dans le même temps, les pays développés, portés par la volonté de diversifier leurs sources d'approvisionnement et par des préoccupations environnementalistes développent des sources alternatives d'énergies et préparent l'après-pétrole.

L'article

407 villes émergentes contribueront à 37 % de la croissance mondiale d'ici à 2025, selon le McKinsey Global Institute

LA TRIBUNE, 05/04/2011, 7 p.

En 2025, 600 villes contribueront à environ 60 % du produit intérieur brut (PIB) mondial, soit autant qu'actuellement. Mais dans un rapport consacré à la « capture des opportunités de croissance urbaine » pour les entreprises, le McKinsey Global Institute prévient : « Ces villes ne seront pas les mêmes ». « Au cours des quinze prochaines années, la composition de ce groupe de 600 villes changera à mesure que le centre de gravité du monde urbain se déplacera vers le Sud et résolument vers l'Est ». Les milieux d'affaires doivent donc se préparer au fait que 230 villes auront alors intégré ce « top 600 ». Toutes seront localisées dans des pays émergents et 216 d'entre elles seront chinoises. Or, beaucoup restent largement négligées par les services de prospective des multinationales occidentales.

Au sommaire du prochain numéro

- DÉFIS MONDIAUX : Extrême pauvreté

- GÉOGRAPHIE : Ghana

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

Africa confidential • African business magazine • African review of money finance and banking • Afrique agriculture • Afrique éducation • Aghrymet • Bulletin Alter-agri • Alternatives économiques • Alternatives internationales • Arabies • Archimède et Léonard • Les carnets de l'Aitec • Ashgate • Assexport • Autrepart • Aventure au XXème siècle • Banque magazine • Bois et forêts des tropiques • Bulletin de l'Union européenne • Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria • Bulletin du club du Sahel • Bulletin du Conseil général du Gref • Bulletin du Fmi • Bulletin du Parlement européen • Bulletin économie solidaire Ires • Bulletin Medcoop • Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse • Bulletin Objectif Terre • Bulletin officiel de la Banque de France • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (leom) • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (ledom) • Bulletin tropical Cahiers/agriculture • Les Cahiers de l'Ifri • Les Cahiers de l'Outre-mer • Les Cahiers d'études et de recherches francophones • Cambridge Journal of Economies • Choix • La chronique Amnesty International • Commerce international du bois • Le Courrier de la planète • Le Courrier des Pays de l'est • Le Courrier du maire • Critique internationale • Déchets, sciences et technique • Diagonflash • Dialogue • Eau potable • Ecoliers du monde • Economia • Economica • Economie et humanisme • Economie et prévision • Economie et sociétés • Economie et statistique • Economie internationale • L'Economie politique • Economie rurale • Energie plus environnement et techniques • L'Environnement magazine, décision environnement • Revue études • Les études de la Dgcid • Etudes foncières • L'Expansion Management Review • Eyrolles • Faim et développement magazine • Far Eastern Economic Review • Finances et développement • Bulletin d'information forêt méditerranéenne • Forum du commerce international • Fraternelle • Fruitrop • Gafi - bulletin d'informations • Géopolitique • Gérer et comprendre - annales des mines • Grain de sel • Gret • L'Harmattan • Health Policy and Planning • Hérodote • Hommes & migrations • Hydro plus magazine • Industry and Environment • Infosuma • Insee première • International Rubber Digest • IRD • Journal des Communautés européennes • Journal of African Economies • Journal of Microfinance • Khartala • Lettre Africa Energy Intelligence • Lettre d'information de l'Adea • Lettre d'information de l'Eadi • Lettre de conjoncture Bnp Paribas • Lettre de la profession bancaire • Lettre de l'Atibt • Lettre de l'Isted • Lettre de l'Océan indien • Lettre de Profession politique • Lettre de transparence • Lettre du blanchiment • Lettre du Cean • Lettre du Cepii • Lettre du Sahel • Lettre Gereso • Lettre mensuelle d'Equilibre et populations • Lettre mensuelle leom • Lettre mensuelle ledom • Liaisons énergies francophonie • Litec • Maghreb sélection • Marchés des céréales • Marchés du riz • Le Marin • Middle East Economic Digest • Mining journal • Le Moci • Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment • Nord- Sud Export • Les Notes bleues de Bercy • Note de conjoncture de l'Insee • Notes et études documentaires • Notes rapides de l'aurif • Les Nouvelles calédoniennes • Les Nouvelles d'Addis • Nouvelles de l'Uit • Nouvelles du sud • Nouvelles économiques et financières de Tunisie • Les Nouvelles de l'Office international de l'eau • L'Observateur de l'Ocde • Observations et diagnostics économiques • Ocde • Oil World • Option finance • Péninsule • Perspectives de l'alimentation Fao • Perspectives économiques de l'Ocde • Pétrole & gaz informations • Peuples en marche • Politique africaine • Politique étrangère • Problèmes économiques • Repères émergents • Revue Cambodge actualités • Revue d'économie du développement • Revue d'économie financière • Revue d'économie industrielle • Revue d'économie politique • Revue de la stabilité financière • Revue des concessions et délégations de service public • Revue des transports urbains • Revue des questions humanitaires • Revue du Trésor • Revue économique et sociale • Revue humanitaire • Revue Tiers monde • Rice Situation and Outlook Report • Santé et travail • Savings and Development Sciences • Journal sécheresse • Small Enterprise Development Journal • Sociétal • Sugar and sweetener • Syfia international • Systèmes solaires • Techniques financières et développement • Techniques culturelles simplifiées • Transports urbains • Transport international Urbanisme • Vietnam Investment Review • Villes en développement • Vivre autrement • World Bank Economic Review • World Bank Research Observer • World Development • World Economic and Financial Surveys • World Economic Outlook.

Directeur de la publication : Dov ZERAH

Responsable de la rédaction : Philippe CABIN

Coordination : Régine RENNESSON

Réalisation : Cédric JOSEPH-JULIEN, Hadj LAKHAL, Régine RENNESSON

Graphisme : Solange MUNZER • **Saisie/mise en page :** Marcelle LARNICOL

ISSN 1639-044X

Pour contacter RCH/AGC : 01 53 44 36 43